

COMPTE RENDU FORUM



“Accès des seniors immigrés aux dispositifs de droit commun en Seine Maritime: enjeux et perspectives”

SOMMAIRE

- 01 REMERCIEMENTS
- 02 INTRODUCTION
- 03 TABLE RONDE
- 04 BILAN ET PERSPECTIVES
- 05 CONCLUSION



REMERCIEMENTS

Toute l'équipe du Grdr tient à remercier l'ensemble des intervenant.es de la journée du 14 mai 2024, pour leur engagement et leurs précieuses contributions. Leurs expériences et expertises concernant l'accès aux droits des seniors immigrés ont enrichi les échanges, permettant une meilleure compréhension des problématiques en matière d'accès aux droits, de logement, de santé et d'accompagnement social des personnes âgées immigrées.



Jean-Marc Pradelle

Président du Grdr



Manuel Hennin

Délégué général de la Commission Interministérielle pour le Logement des Populations Immigrées (CILPI)



Médéric Martin

Directeur du Pôle Accompagnement - Prévention - Soins, de l'association Emergences



Souleymane Konaté

Responsable de l'association de Solidarité des Résidents et de Sauvegarde des Foyers de Migrant (SORESFORM)



Mamadou Sall

Représentant des usager.es



Elida Kocani

Coordinatrice de l'antenne Île de France Grdr

Nous tenons également à remercier l'équipe du Grdr dans son ensemble, et plus spécifiquement l'équipe Grdr Normandie, pour leur implication, et leur engagement indispensable dans l'organisation de ce forum, ainsi que tous.tes les participant.es pour leur présence.

Nous espérons que ce forum a pu mettre en lumière les difficultés auxquelles font face les seniors immigré(e)s en terme d'accès aux droits, un sujet dont on parle peu, et un public invisible malgré une présence importante sur le territoire seinomarin. Nous souhaitons vivement que cet événement amorce une mobilisation collective pour améliorer l'accès aux droits et encourager une meilleure inclusion sociale des seniors immigré(e)s.

INTRODUCTION

Contexte

Le forum sur **l'accès des seniors immigrés aux dispositifs de droit commun en Seine-Maritime**, s'est tenu le mardi 14 mai 2024 à la Salle Europa de la MJC Rouen Rive-Gauche, incluant un mot d'ouverture de Meriam Keraghel, **coordinatrice de l'antenne Normandie**, de Jean-Marc Pradelle, **président de l'association Grdr**, et Manuel Hennin, **délégué général de la CILPI (Commission Interministérielle pour le Logement des Populations Immigrées)**, ainsi que l'intervention d'autres représentants d'associations et d'organismes publics cités plus haut. Les discussions ont porté sur les défis spécifiques rencontrés par les seniors immigrés en matière d'accès aux droits, de logement, de santé et d'accompagnement social.

En **2020**, la **Seine-Maritime** compte 335 000 de personnes âgées de 60 ans ou plus (d'après l'Insee), soit **26,6%** de la population du département. Ce chiffre est en constante augmentation, la part des personnes âgées de **plus de 60 ans passerait à 29,6% en 2030** (selon le projet social de territoire UTAS Rouen 2018-2020). Selon le dernier schéma régional de santé de Normandie (2023-2028), les premières cohortes de la génération du baby-boom vont dépasser **les 80 ans à partir de 2025**. Il y est également souligné que « **la Normandie vieillit encore plus rapidement que d'autres régions : d'ici 2030, les plus de 65 ans y seront plus nombreux que les moins de 15 ans** ».

Parmi la population de la Seine-Maritime, 3,9% des habitants sont d'origine étrangère et 0,8% ont plus de 55 ans.

Cette population connaît des **conditions de vie précaires** et plus difficiles que la population non immigrée du même âge : **faible niveau de ressources** (nombre d'entre eux bénéficient des minimas sociaux), **vieillesse précoce et problèmes de santé** (liés au parcours migratoire, aux conditions de vie, à la pénibilité des métiers exercés, accidents du travail, maladies professionnelles), **conditions de logement inadaptées au vieillissement** (FTM, Résidences sociales, hôtels meublés, etc.), **isolement, absence de maîtrise de la langue française** (notamment à l'écrit), **difficultés d'accès aux droits**. Ces constats sont amplifiés dans les quartiers prioritaires dans les communes de **Rouen, Bihorel, Darnétal et Notre-Dame-de-Bondeville (UTAS Rouen)**, où les classes populaires sont sur-représentées.

OUVERTURE

Intervention de Jean-Marc Pradelle

Le Grdr Migration-Citoyenneté-Développement est une association internationale de solidarité, fondée en 1969 par des ingénieurs agronomes et des travailleurs migrants d'Afrique de l'Ouest. Elle agit dans les pays de départ, de passage et d'accueil (Afrique de l'Ouest, Maghreb et France). Son approche vise à valoriser les mobilités humaines comme moyen d'échange, d'ouverture et de progrès, et à promouvoir la citoyenneté et la dignité de tous. Le Grdr contribue au développement économique, social et solidaire des territoires, avec une expertise particulière sur les migrations à différents niveaux. L'engagement du Grdr et son expertise permettent de répondre aux enjeux des publics vulnérables comme les seniors.

M. Pradelle a souligné que la dématérialisation des services accentue les fractures sociales et numériques, rendant l'accès aux droits encore plus difficile pour les seniors immigrés.

Intervention de Manuel Hennin

M. Hennin a rappelé l'importance historique et actuelle du sujet des seniors immigrés en France. Il a évoqué le **rôle crucial des travailleurs étrangers dans le développement économique du pays, une histoire qui impose une responsabilité collective de la société française envers ces populations vieillissantes**. Ce sujet est lié au plan de transformation des foyers de travailleurs migrants en résidences sociales, un projet suivi de près par la CILPI en partenariat avec le ministère du Logement. M. Hennin a expliqué que la transformation de ces foyers, entreprise depuis 25 ans, **a permis de rénover 86 % des foyers** grâce à un travail partenarial. Cependant beaucoup de seniors continuent de vivre dans des foyers non rénovés, souvent dans des conditions difficiles. M. Hennin a conclu en soulignant l'importance de la **médiation** et de l'accompagnement pour que la transformation des foyers soit **réellement bénéfique** pour les résidents. Il a appelé à une mobilisation des partenaires locaux pour créer un lien entre le vieillissement et ses conséquences, comme la perte d'autonomie et l'isolement, et a rappelé que des initiatives comme le forum sont essentielles pour poursuivre cet effort collectif.



TABLE RONDE

Questions

- Pouvez-vous faire ressortir un ou deux enjeux clefs pour un accès effectif des seniors immigrés aux services publics ?
- Pouvez-vous nous faire part des freins repérés (lors de l'exercice de vos missions) à l'accès aux services et dispositifs destinés aux seniors (y compris les seniors immigrés), en Seine-Maritime ?
- Pouvez-vous partager des bonnes pratiques ou initiatives existantes visant à favoriser l'inclusion de publics invisibles et éloignés du droit commun ?

Mamadou Sall



Il met en avant un **manque de reconnaissance** de la contribution des travailleurs migrants vieillissants au développement de la France, qui se manifeste notamment par la **destruction des foyers** en les transformant en Résidences sociales, perturbant les repères de leurs habitants et aggravant leur précarité. M. Sall met en avant l'**importance des solidarités informelles** au sein des foyers, telles que les contributions des résidents pour soutenir les plus démunis. La transformation des foyers en résidences sociales met en danger ces formes de solidarité. Ce sentiment est partagé par les seniors eux-mêmes, qui expriment un **besoin de considération et de visibilité** pour pouvoir peser sur les choix qui sont fait pour eux.

Il insiste ensuite sur les difficultés croissantes liées à la **dématérialisation** des services et **la fermeture du guichet unique**, qui **complexifie l'accès aux droits**. Cette surcharge administrative est aggravée par un **manque d'adaptation des services publics aux besoins spécifique des migrants âgés**. La problématique de la langue est un frein pour un public ne maîtrisant pas toujours le français, M. Sall souligne la nécessité, pour les administrations mais également les services de soin, de mieux s'adapter aux besoins de ces seniors, en commençant par **améliorer la communication avec ce public**.



TABLE RONDE

Le manque d'adaptation se traduit aussi, selon lui, par **les exigences strictes de résidence en France qui régissent l'Allocation de Solidarité aux Personnes Âgées (ASPA)**. Cette aide qui concerne de nombreux seniors immigrés, est **de plus en plus difficile d'accès et pas du tout adaptée aux besoins et modes de vie des personnes**, ces conditions entraînent parfois le retrait des droits et l'obligation de remboursement en cas de non-conformité.

Médéric MARTIN

Les questions principales qu'il pose sont: *comment adapter nos pratiques de soins à l'attachement des seniors à leur lieu de vie et à leurs habitudes quotidiennes ; comment intervenir à domicile tout en soulageant les aspects administratifs qui bloquent l'accès aux soins ?*

M. Martin souligne la **nécessité d'une réflexion avec les collectivités territoriales et les institutions pour intervenir directement auprès de ce public**. Suite à la COVID-19, des mesures ont été développées afin de renforcer les pratiques d'"**aller vers**", avec des équipes mobiles mobilisées pour répondre aux parcours de santé complexes de personne en situation de grande précarité. Il propose d'appliquer ce modèle aux résidences sociales et aux foyers de travailleurs migrants, en mettant à disposition les moyens nécessaires.

" Si le maintien à domicile n'est plus possible, alors il faudrait créer une nouvelle «typologie» de résidence basée sur un modèle non français".

M. Martin évoque l'idée innovante de penser de nouveaux modèles de résidences pour ces populations, intégrant des aspects culturels spécifiques qui répondent mieux aux besoins des seniors. Cependant, on constate une diminution du financement des structures collectives et du logement adapté. Face à cela, il est essentiel de plaider pour le maintien d'un équilibre entre une offre de logement individuel accessible et une offre de structures d'hébergement collectif adaptées aux besoins de populations spécifiques.

Souleymane KONATÉ,

*L'association de Solidarité des Résidents et de Sauvegarde des Foyers de Migrant (SORESFORM), forte de ses 60 ans d'existence, défend les droits des résidents et porte leurs revendications auprès des décideurs. La présence de M. Konaté au forum était cruciale, il a pu donner une voix aux concernés, soulignant l'**importance de considérer leurs expériences directes**.*

TABLE RONDE

M. Konaté souligne en premier lieu **le manque d'investissement des institutionnels et le manque de connaissance que les décideurs ont, du terrain et des situations humaines et sociales au sein des foyers**. Il met en avant la **non consultation** des résidents lors de choix faits "pour eux" et rappelle pour exemple que les salles polyvalentes, autrefois ouvertes dans les foyers, ne le sont plus depuis la pandémie de COVID-19, malgré les nombreuses demandes et promesses de réouverture.

A l'instar de M. Sall, il pointe ensuite les effets néfastes de la « destruction automatique » des foyers qui **compromet la solidarité** entre les résidents, sans prévoir de transition adaptée, laissant les personnes dans une précarité accrue. **La perte de l'aspect social pourtant très enveloppant pour les seniors immigrés** a des répercussions d'ordre social, économique, psychologique...

" Pourquoi les migrants, bien qu'étant des citoyens à part entière, sont toujours traités différemment? "

Elida KOCANI



Mme. Kocani insiste sur la nécessité d'une **reconnexion des pratiques d'accompagnement des différents partenaires sur un même territoire** afin de se rapprocher au plus proche de l'objectif d'inclusion sociale.

Elle encourage un **effort de sensibilisation, de montée en compétence des pouvoirs publics et de travail en réseau** avec les associations et appelle à une mobilisation urgente pour répondre aux demandes croissantes tout en poursuivant des démarches de prévention à long terme.



Enfin, Mme. Kocani insiste sur **l'importance de l'accompagnement en santé mentale**, notamment pour gérer les transitions difficiles liées à la retraite et prévenir l'isolement social.

Ainsi que l'importance de **ne pas oublier les femmes âgées immigrées** ayant également des besoins d'accompagnement spécifiques. Le public senior doit être considéré dans toute sa singularité, la question des femmes et celle du logement diffus sont peu abordées, en comparaison avec les travaux et actions menés en direction des résidents de foyers.

COLLECTIF RETRAITE



Regroupées en collectif, le Grdr et plusieurs associations d'Ile-de-France proposant un accompagnement aux droits retraite, constatent l'impossibilité de réaliser certaines démarches essentielles auprès de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV). Une telle situation entraîne des interruptions de ressources et, de fait, une aggravation de la précarité des assurés. Elles déplorent les **défaillances institutionnelles** pesant depuis plusieurs années sur un secteur associatif qui ne parvient plus à répondre aux demandes du public. L'ensemble de nos revendications est à retrouver dans cette tribune publiée dans le Club Médiapart le 13 octobre 2022.

<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/131022/retraite-le-rendez-vous-manque-de-la-cnav>



BILAN ET PERSPECTIVES

Les discussions ont ainsi mis en évidence les **défis** spécifiques auxquels sont confrontés les seniors immigrés. Les intervenants ont souligné **l'urgence** d'agir face à ces enjeux, en mettant en place des actions concrètes pour prévenir **l'isolement social** et **garantir l'autonomie des seniors immigrés**. D'où, l'importance de l'articulation entre l'offre des dispositifs de droit commun pour les seniors et l'accès des migrants vieillissants à ces services. **SORESFOM** a mis en avant **le manque d'investissement et de connaissance du terrain**, ainsi que **les destructions d'anciens foyers qui perturbent la vie des habitants**. L'enjeu réside dans la reconnexion des pratiques d'accompagnement des différents partenaires sur un même territoire pour favoriser **l'inclusion sociale**.



Les défis des soins à domicile et de l'accès aux droits ont été abordés, ainsi que la **nécessité d'adapter** les structures résidentielles pour les migrants âgés. **Les obstacles administratifs** et le **manque de compréhension du système** par les usagers contribuent aux difficultés d'accès aux droits. Il est également crucial de reconnaître la **diversité des besoins**, notamment ceux des **femmes immigrées**.



Le besoin d'une **approche inclusive** et respectueuse de la **diversité culturelle** a été mis en avant, avec l'importance de prendre en compte les **spécificités des différents publics immigrés** dans la conception des politiques sociales et des services d'accompagnement. Il est urgent d'**adapter** les **services publics** aux **besoins spécifiques identifiés** des seniors immigré(e)s et de **favoriser la montée en compétence des acteurs institutionnels**. **Travailler en réseau** et **renforcer la concertation** entre les différents acteurs, y compris **les collectivités territoriales**, est essentiel pour améliorer la situation. Enfin, il est nécessaire de **sensibiliser** davantage à ces enjeux et de promouvoir une approche inclusive et équitable pour garantir l'accès aux droits pour tous.



CONCLUSION

Contexte socio-économique en transition

Les politiques publiques actuelles réduisent progressivement les budgets alloués aux services publics et renforcent les conditions d'accès aux droits pour les personnes immigrées. Dans ce contexte, on observe un déplacement de la responsabilité sociale envers certaines populations, passant délibérément du service public vers le secteur privé, notamment les acteurs associatifs. Bien que les politiques publiques s'efforcent d'accompagner ces transitions, elles sont souvent en décalage. Ce séminaire a donc été une occasion précieuse pour mener une réflexion approfondie sur l'accès des seniors immigrés aux dispositifs de droits communs.

Objectifs et Résultats du Séminaire

Les différentes sessions proposées ont permis d'appréhender de manière plus complète les enjeux, le contexte et les perspectives liés à cette problématique actuelle. Il est essentiel de reconnaître la contribution historique des migrants au développement de la France.

La thématique des seniors immigrés renvoie à l'histoire de la France et à sa responsabilité collective envers ces personnes. Une partie de cette population réside encore dans des foyers vétustes, avec des conditions de vie précaires, ce qui peut aggraver les fragilités psychiques, et physiques découlant souvent de carrières professionnelles éprouvantes.

Perspectives et Actions du Grdr

Lors du séminaire, nous avons identifié de nombreux défis et problématiques, ainsi que des pistes d'amélioration possibles pour l'accès aux droits des seniors immigré(e)s. Le Grdr s'engage donc à :

- Travailler davantage en réseau, notamment avec les collectivités territoriales, par le biais de l'intermédiation et de la transmission d'informations au public.
- Trouver un équilibre entre l'accompagnement des publics et celui des intervenants.
- Organiser plus de forums et de discussions sur des thématiques actuelles.
- Mettre en place des ateliers d'échange de pratiques et des groupes de travail afin de réfléchir ensemble et d'identifier des solutions concrètes pour une meilleure articulation des services pour les populations immigrées en Seine-Maritime.

Ces actions visent à améliorer les conditions de vie des seniors immigrés et à garantir un accès équitable aux dispositifs de droits communs.



.... personnes intéressées par
Ateliers d'échange de pratique
Groupe de travail

3 outils
de capitalisation
1 guide

RESSOURCES



La transition vers la retraite des personnes âgées immigrées

Outil mis en place pour la capitalisation d'une formation en 2020. Les acteurs locaux qui sont amenés à accueillir, orienter et accompagner des seniors issus de l'immigration dans le domaine de l'accès aux droits y trouveront les éléments principaux abordés lors de ce cycle, portant sur la protection sociale des migrant(e)s et les droits et les démarches en lien avec la retraite.



L'accès au bien vieillir des personnes âgées immigrées

Outil mis en place pour la capitalisation d'une formation et d'ateliers d'échange de pratiques en 2020. Les lecteurs y trouveront les éléments principaux abordés lors de ce cycle, portant sur le processus de vieillissement, les lois et dispositifs d'adaptation de la société au vieillissement, le concept du « bien vieillir » et, enfin, les difficultés d'accès au « bien vieillir » des personnes âgées immigrées.



Le droit à la santé des personnes âgées immigrées

Outil mis en place pour la capitalisation d'une formation, suivie de trois ateliers d'échanges de pratiques professionnelles en 2020. Les lecteurs y trouveront les éléments principaux abordés lors de ce cycle, portant sur la santé des migrant(e)s et les droits/démarches en lien avec leur accès à la prévention et aux soins.

OUTIL MÉTHODOLOGIQUE POUR L'INCLUSION NUMÉRIQUE ET L'ACCÈS AUX DROITS DES PERSONNES ÂGÉES IMMIGRÉES

Le guide sur l'inclusion numérique

https://grdr.org/IMG/pdf/broch_ma_c_thodologique_web.pdf

Le numérique est présent aujourd'hui dans toutes les sphères de la société, entraînant des transformations substantielles dans les relations sociales et dans les pratiques professionnelles. De ce fait, la dématérialisation est devenue une problématique importante de l'accompagnement des publics fragilisés pour les professionnels et les pouvoirs publics. Le Grdr propose une méthodologie et la création d'outils pour contribuer à réduire la fracture numérique et les risques d'exclusion du public âgé migrant. Ce guide s'adresse aux professionnels et bénévoles qui sont amenés à accueillir, orienter et accompagner le public des personnes âgées immigrées, soit dans le domaine de l'accès aux droits, soit en matière d'inclusion numérique.



3 ressources visuelles



“Grand Ecart” Webdoc

<https://www.migrantscene.org/projection-du-film-grand-ecart/>
Des cités industrielles de la vallée de la Seine, des villages le long du fleuve Sénégal. Des foyers de travailleurs migrants : lieu de transit, lieu provisoire, lieu « entre deux », entre l'arrivée et le retour, entre partir et revenir. Une parole, des images pour dire le temps, celui de l'exil et du travail, des retours et des allers. Des parcours de vie, toujours entre un « ici » et « là-bas ». Le récit d'un Grand Ecart. Ce documentaire de Moïse Gomis propose un regard sur des trajectoires de vie de migrants qui sont passés, ou restés, dans des foyers de travailleurs migrants.



Web doc femmes âgées immigrées Grdr

<https://www.femmesimmigrees.org/#Intro>
Ce webdocumentaire a été mis en œuvre par le Grdr entre 2012 et 2014 en partenariat avec l'association Africultures. Des entretiens et des rencontres photographiées avec des femmes âgées immigrées ont donné lieu à la création de portraits présentés dans cette plateforme. Africultures est un média associatif valorisant les expressions artistiques et culturelles africaines et de sa diaspora, en affirmant son engagement dans la lutte contre les discriminations. Ceci, à travers un site d'information (africultures.com), un magazine (Afriscopes) et une revue (Africultures).



Diaporama sonore (gratter la guitare tapoter le clavier) sur les enjeux de la dématérialisation

<https://www.youtube.com/watch?v=2LK2RO9Oijk>

Dans le cadre de son programme « Accès aux droits des personnes âgées immigrées et mise en réseau des acteurs » le Grdr a réalisé en 2019 un diaporama sonore sur l'enjeu que représente la dématérialisation des services publics pour les personnes âgées immigrées. Victime de la fracture numérique, ce public ne peut souvent pas réaliser seul des démarches administratives en ligne, pourtant de plus en plus indispensables. Afin de lutter contre des situations de non-recours aux droits, le Grdr organise des stages informatiques auprès des seniors immigrés. Cette production est tirée de cette expérience, et du témoignage d'un senior, M. Lozizi lyondo Bambongo.



Ce forum était organisé par le Grdr

Migration-Citoyenneté-Développement

Le Grdr Migration - Citoyenneté - Développement est une association internationale de droit français composée de professionnels (agronomes, économistes, sociologues, géographes, urbanistes, travailleurs sociaux...) qui mettent leur savoir-faire au service des populations des territoires sur lesquels il agit.

50 ans d'histoire et de compagnonnage aux côtés des migrants

Le Grdr a été créé en 1969, par des ingénieurs agronomes soucieux de former des ressortissants venus du bassin du fleuve Sénégal (à la frontière entre le Mali, la Mauritanie et le Sénégal) qui souhaitent découvrir des techniques de développement agricoles pour les reproduire dans leurs pays d'origine. Le Grdr les a accompagnés dans leur structuration en collectifs et associations, y compris au sein des foyers de travail- leurs migrants. Dans les années 90, une ferme, à Ecoubly, permettait de proposer des formations agricoles et mécaniques en reproduisant des conditions de reproduction agricoles proches de celles du bassin du fleuve Sénégal. A partir des années 80 et à la demande des associations de migrants, le Grdr a ouvert des cellules, dans le bassin du fleuve Sénégal, pour les accompagner sur place dans la réalisation de leurs projets de développement local. Depuis le début des années 2000 et l'émergence de la décentralisation en Afrique de l'Ouest, le Grdr travaille aux côtés des autorités territoriales pour accompagner la planification territoriale tout en prenant en compte les projets collectifs et individuels et de la diaspora.

Une association au cœur du double-espace

Aujourd'hui, le Grdr travaille aux côtés de ses partenaires dans 8 pays (Guinée, Guinée-Bissau, Sénégal, Mali, Mauritanie, Algérie, Tunisie et France) qui lui permettent d'être présent tout le long du parcours migratoire. Il s'inscrit dans des logiques de planifications territoriales qui lui permettent de porter des projets sur tout un ensemble de thématiques diverses (gestion des ressources naturelles, adaptations aux changements climatiques, promotion de l'habitat durable, insertion professionnelle des femmes et des jeunes, insertion professionnelle et citoyenneté des immigrés...) en fonction des priorités des territoires partenaires. Les interdépendances entre les territoires sont au cœur du projet associatif du Grdr, aux côtés des migrants qui tissent et métissent les territoires, en écho aux objectifs de développement durable.